

L'Humanité



rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi
3 mars 1977

No 637

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Vente de beurre à l'URSS

UN CADEAU DE 70 MILLIARDS POUR L'ECONOMIE DE GUERRE DE L'URSS

La nouvelle de la vente prochaine à l'Union soviétique d'environ 75 000 tonnes de beurre prélevées sur les stocks européens, suscite de nombreuses réactions et oppositions dans les milieux européens. Vendredi dernier, la Commission de Bruxelles du marché commun a suspendu pendant trois jours toute subvention européenne aux exportations de beurre et a remis sa décision d'autoriser cette opération au mercredi 2 mars.

Une première livraison de 10 000 tonnes devait avoir lieu avant le 31 mars, le reste étant livré après le 1er avril.

Une subvention de
70 milliards !

Le stock de beurre de la communauté économique européenne atteint aujourd'hui environ 200 000 tonnes. A cela deux raisons : d'une part, il y a baisse du pouvoir d'achat des masses travailleuses - le beurre est pour beaucoup de familles travailleuses un luxe -, d'autre part, avec la crise mondiale du capitalisme, il y a blocage des marchés et peu de débouchés (les cours mondiaux sont bas : 4,50 F le kg).

Actuellement, les cours du marché du beurre en Europe équivalent à 1,60 unité de compte européen, soit

(le FEOGA) subventionne la différence entre le prix du cours européen et du cours mondial ; ici 9,40 F le kg.

Il n'est donc pas difficile de compter que la vente de 75 000 tonnes de beurre à l'URSS au cours mondial équivaldra à une subvention européenne de 705 millions de francs lourds, ou 70 milliards de francs anciens. Cette somme représen-

fonds.

La commission du
sieur Doumeng

La société chargée de faire l'intermédiaire entre les vendeurs français et l'acheteur soviétique, n'est autre que la société Interga contrôlée par Jean Baptiste Doumeng (et le faux parti communiste français dans l'ombre), société spécialisée dans le courtage



13,90 F le kg. Si le beurre européen est vendu au cours mondial à l'extérieur de la CEE, un fonds de garantie

tant environ 3,5 % du budget d'une année du FEOGA, et 12,3 % de la part versée par notre pays à ce

et le négoce, et ayant le monopole quasi exclusif des marchés avec l'Union soviétique. (Suite p.3)

LE MOUVEMENT PAYSAN S'ETEND EN ESPAGNE

Plus de 20 000 tracteurs bloquent les routes

Pour la première fois depuis la période précédant la guerre civile espagnole, une grande partie de la paysannerie s'est lancée dans un mouvement d'ensemble pour ses revendications en bloquant de nombreuses routes du nord et du centre du pays avec plus de 20 000 tracteurs.

Les routes nationales qui traversent les provinces de Valladolid, Alava, Santander, Logrono et Teruel sont pratiquement coupées à la circulation et jusqu'à présent les paysans ont refusé d'obtempérer aux ordres leur enjoignant de les dégager, les occupations de routes semblent au contraire s'étendre.

Le mouvement avait commencé, la semaine dernière, dans la province de León où plusieurs milliers d'agriculteurs avaient manifesté pour protester contre la mévente de la pomme de terre. Un agriculteur avait été blessé par balles au cours d'un affrontement avec la Garde civile. Lundi soir, on estimait que le mouvement touchait une dizaine de provinces.

Dans chaque région, les paysans réclament une solution à leurs problèmes

locaux, mais ils ont également des revendications communes : ils réclament notamment une politique des prix, la sécurité sociale et la création de leurs propres syndicats.

La tendance est au maintien et à l'élargissement du mouvement : dans certaines régions, après avoir pris connaissance des dispositions du ministère de l'Intérieur pour rétablir la liberté de circulation, les agriculteurs ont voté la poursuite de l'occupation des routes avec les tracteurs, tant que le gouvernement n'aura pas apporté une solution à leurs problèmes. D'autre part, on s'attend à ce que de nouvelles provinces entrent dans le mouvement : dès lundi soir, près de 3 000 tracteurs ont commencé à bloquer les routes dans la région de Valence.

D'ORNANO VEUT RAMENER LA SECURITE

D'Ornano avait, comme par hasard, choisi le moment où la télévision projetait un film sur «l'insécurité dans le métro»... à New-York pour faire une démonstration dans les couloirs du métro parisien et appeler à un renforcement du quadrillage policier.

Tandis que la télévision se chargeait de créer un climat de peur, d'Ornano apportait ses «solutions». Il les a fait connaître à la station Barbès où il s'est rendu sur le coup de 21 heures, mardi soir. Deux points sont à retenir : d'une part, un renforcement de l'ilotage par la mise en place d'équipes de deux flics patrouillant jour et nuit autour des grands blocs d'immeubles; d'autre part, la multiplication des rondes de police et des contrôles d'identité dans les couloirs du métro.

La tactique est maintenant bien connue : d'abord, on cherche à créer dans l'opinion un climat de peur en développant toute une propagande sur «l'insécurité», et ensuite, on annonce toute une série de mesures répressives pour ramener la «sécurité».

Entre temps, on s'est chargé de faire entendre que l'insécurité provenait des jeunes et des immigrés, de façon à ce que les interpellations de jeunes et d'immigrés deviennent une habitude. Au nom de la «sécurité»....

SAMEDI 19 MARS

10H : place de la Bastille

MANIFESTATION DE COMMEMORATION DE LA COMMUNE DE PARIS

14H : salle de la Mutualité

MEETING

NI PLAN BARRE, NI PROGRAMME COMMUN !

Mer Rouge

DES VISITEURS
INDESIRABLES

La Mer rouge, dont le canal de Suez commande l'accès, est un passage maritime vital conduisant à la Méditerranée et à l'Atlantique, comme à l'océan Indien et au Pacifique.

Elle occupe une position stratégique reliant l'Asie et l'Afrique à l'Europe. Par le canal de Suez et la mer Rouge, la flotte soviétique de la mer Noire et de la Méditerranée peut rejoindre celle qui stationne en permanence dans l'océan Indien et le Pacifique, tandis que les USA peuvent grouper leur sixième flotte au mouillage dans la Méditerranée et celle croisant dans l'océan Indien. La mer Rouge représente donc un maillon de la stratégie des deux superpuissances.

Dans cette stratégie, les révisionnistes soviétiques reprennent totalement à leur compte les ambitions des anciens bars : «Les eaux, c'est ce dont la Russie a besoin», déclarait Pierre le Grand, lorsque la Russie entre librement dans l'océan Indien, elle est capable d'établir sa domination militaire et politique sur le monde entier.

Aujourd'hui un responsable de la Marine soviétique a déclaré que l'URSS recourrait, en cas de guerre, ou blocage des ports, bases et côtes et à l'occupation des îles, partout où ce sera possible ... pour couper les transports maritimes de l'ennemi.

Le détroit de Mal-el-Mandeb, à l'extrémité Sud de la mer Rouge, n'est large que de 20 milles marins. Son contrôle par l'une des superpuissances permet de couper les communications de l'adversaire, mais aussi de faire peser une menace sur les pays riverains de la mer Rouge, en particulier ceux qui n'ont pas d'autres accès à la mer que celui-là.

Fait non négligeable aussi pour l'appétit des superpuissances, la mer Rouge et ses régions riveraines sont très riches en matières stratégiques : pétrole, cuivre, zinc, argent, or et autres métaux précieux.

C'est ce qui explique que, maniant alternativement la menace et la séduction, l'URSS se soit infiltrée pas à pas dans la région, au cours de ces dernières années, obtenant le droit à l'utilisation d'installations militaires sur les côtes de la mer Rouge. Pour ne pas se laisser distancer, les USA s'efforcent aussi de mettre les bouchées doubles dans la région.

Ces faits suscitent l'inquiétude et l'opposition violente des pays riverains. Ils dé-

qualifiés crûment de «Pirates internationaux» par le président soudanais.



ploient une vigilance particulière envers les sociaux-impérialistes soviétiques

L'unité des pays riverains a grandi pour imposer de faire de la mer Rouge

une mer de sécurité. La seconde conférence de l'Organisation de la mer Rouge, tenue l'an dernier à Jiddah (Arabie saoudite), indiquait très clairement : «La mer Rouge et le Golfe d'Aden, sont deux portes qui impliquent les responsabilités nationales des pays de la région». Les visiteurs indésirables sont ainsi avertis que les affaires de la mer Rouge doivent être réglées par les peuples et les pays de cette région.

Cette lutte anti-impérialiste recueille soutien et sympathie dans le tiers monde, en particulier des pays riverains de la Méditerranée et de l'océan Indien dont le sort est lié à la sécurité de la mer Rouge.

Canada

UN ESPION
SOVIETIQUE EXPULSE

IG Khvostantsev, espion du KGB camouflé en «savant», a été arrêté ces jours-ci à Ottawa. Arrivé au Canada en novembre dernier, conformément à un accord d'échanges scientifiques Canada-URSS, il devait y séjourner 10 mois. Il a profité de l'occasion pour

cultiver des relations assidues avec un savant du Conseil de recherches national canadien, lui offrant une coquette somme en échange de documents secrets.

Le Ministre canadien des Affaires Étrangères a tenu

une conférence de presse révélant cette activité subversive, annonçant que l'espion russe avait été expulsé dans les 48 heures et qu'une protestation énergique avait été remise à l'ambassade d'URSS l'informant que de telles actions risquaient d'affecter les relations entre les deux pays.

GRAVE
POLLUTION
EN ADRIATIQUE

Après Séveso et le problème posé par la dioxine, l'Italie est menacée par une deuxième affaire de pollution, dont les conséquences pourraient être encore plus graves : la présence au large d'Otrante, par 94 m. de fond, d'une cargaison de 250 tonnes de plomb tétraéthyle.

Un magistrat d'Otrante, Alberto Maritati qui devant les risques d'anéantissement de toute vie maritime en Adriatique a ordonné au début du mois de février le repêchage de la cargaison, affirme que «si les travaux de récupération ne sont pas terminés au printemps, il sera trop tard.»

L'affaire remonte au 14 juillet 1974, date à laquelle un cargo yougoslave, le «Cavcat», entrant en collision avec le «Lady Rita», un navire battant pavillon panaméen. Le «Cavcat», la

coque éventrée, s'enfonçait dans les eaux de l'Adriatique avec sa cargaison de plomb tétraéthyle, produit hautement toxique.

En dépit des cris d'alarme d'hommes de sciences, parmi lesquels le commandant Cousteau, qui déclarait l'automne dernier dans une interview au magazine «L'Europeo», qu'il s'agissait d'une «véritable bombe à retardement». Rien ne fut fait pendant deux ans. Le problème était en fait noyé dans les querelles sur le financement de l'opération — estimé à 20 milliards de lires.

Début février, devant la montée des craintes d'une catastrophe dans les milieux scientifiques et l'exaspération de la population locale, le gouvernement italien décidait de débloquer la somme de 10 milliards de lires.

Belgique

500 000
GREVISTES

Plus de 500 000 ouvriers belges ont organisé ces jours-ci une grève de 24 heures.

Ils ont par ailleurs décidé d'observer une série de grèves tournantes comportant tous les 2 vendredis pendant un mois une grève de 24 heures pour protester contre le chômage et exiger une augmentation générale des salaires.

Cette forme de grève est une innovation pour la classe ouvrière belge.

Elle affecte les chemins, les employés municipaux et les ouvriers de différentes régions.

La classe ouvrière belge souffre des effets de la crise capitaliste. La production industrielle qui avait baissé de 10,6 % en 1975 est restée stagnante au cours de l'année dernière. Le nombre des chômeurs atteint maintenant 261 000 ce qui représente un taux de chômage de 7,5 %. Par ailleurs l'indice des prix à la consommation a augmenté ces trois dernières années de 38 %.

Luxembourg

«Drapeau rouge» salue
la publication des
«Dix grands rapports»

L'organe de la Ligue communiste du Luxembourg, «Drapeau rouge», vient de publier un commentaire enthousiaste des «dix grands rapports» du Président Mao qui affirme : «Le marxisme n'est pas un dogme, mais un guide des actions révolutionnaires. Le discours fait par le camarade Mao Tsé-toung en 1956 et publié il n'y a pas longtemps par le PCC est précisément un tel guide des actions révolutionnaires et un guide de la construction socialiste.» «...il indique la voie que les ouvriers et les paysans doivent suivre pour le développement de la construction socialiste.» «Pour les marxistes-léninistes luxembourgeois, le discours du président Mao revêt également une grande signification», conclut l'article.

Japon

Non aux prétentions
soviétiques
sur la pêche

En portant la zone de pêche soviétique à 200 milles marins, le Conseil des ministres de l'URSS a pris soin de préciser que cette décision s'appliquait aux îles Kouriles, que l'URSS continue d'occuper illégalement en dépit de protestations du Japon qui en exige le retour.

La réponse du gouvernement japonais a été immédiate et ferme : «Le Japon ne reconnaît pas cette décision. Il est regrettable que le côté soviétique ait incliné unilatéralement ces eaux dans sa zone de pêche. C'est une affaire des plus sérieuses que le Japon ne peut tolérer».

La protestation officielle du gouvernement japonais a été notifiée à l'Ambassadeur soviétique à Tokyo qui s'est contenté de répondre que «pour l'URSS le problème de ces territoires est déjà résolu». Mais il ne l'est pas pour le peuple japonais qui n'acceptera jamais cette occupation impérialiste d'une partie de son territoire national.

Palestine occupée

Les commandos
palestiniens
à l'offensive

Selon «La Wafa», l'Agence de presse palestinienne, les commandos palestiniens ont détruit le 23 février, par mines, deux véhicules militaires israéliens et abattu 3 sionistes dont un officier.

Le 22 février, une bombe à retardement détruisait un dortoir d'officiers sionistes.

Précédemment, le 31 janvier dernier, un quartier général d'officiers israéliens était attaqué par fusée, causant de gros dégâts, dans la ville de Naplouse, à l'ouest du Jourdain.

URSS

Des achats suspects

L'URSS a acheté ces derniers temps une quantité impressionnante de plomb et de minerai de plomb sur le marché mondial. Rien que le 23 février, 7 000 tonnes de plomb ont été vendues sur le marché de Londres, ce qui représente un volume très rarement vu.

Ces achats énormes de l'URSS ont provoqué une brusque hausse du prix du plomb qui est passé de 250 livres sterling la tonne au début de cette année à 400 livres la tonne actuellement.

Selon le journal italien «Il Popolo», ces achats massifs ont pour but d'augmenter la production de balles en URSS car la production de balles, armes à feu, lourdes comme légères, a besoin de plomb comme matière première.

nouvelles intérieures

Vente de beurre à l'URSS

UN CADEAU DE 70 MILLIARDS DE FRANCS POUR L'ECONOMIE DE GUERRE SOVIETIQUE

(Suite de la p.1)

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'Interagra sert d'intermédiaire pour des achats de beurre européen par l'URSS.

Déjà en 1973, près de 200 000 tonnes de beurre furent achetées par les sociaux-impérialistes soviétiques, à un prix particulièrement bas : 1,60 F le kg, alors que le cours européen était de 10,33 F le kg.

Déjà à l'époque, le cadeau européen se montait à 1,746 milliards de francs actuels. Et différentes informations circulant à l'époque estimaient la commission du sieur Doumeng à 3 %, c'est-à-dire à plus de 5 milliards d'anciens francs. (Ce qui permet de juger de l'indépendance toute relative du PCF vis-à-vis de la clique dirigeante du Kremlin).

Le rôle de l'Union laitière normande

Ce qui est également intéressant de savoir, c'est que l'URSS et Interagra n'achètent pas à n'importe quel trust en France. En 1973, comme aujourd'hui, Doumeng traite notamment avec l'Union laitière normande (ULN) une union so-disant «coopérative» dirigée par un certain Van Ruymbeck que l'on dit très proche du faux parti communiste de Georges Marchais. L'ULN ne traiterait pas directement le marché, mais passerait par une de ses filiales, la société Fromançais, spécialisée dans les exportations.

Il faut ajouter que Doumeng et Van Ruymbeck se connaissent fort bien, puisque Interagra et l'ULN sont tous deux actionnaires au Comptoir agricole français (CAF) spécialisé dans les importations de vins italiens et la vente de produits laitiers et de viande à l'Italie, (le CAF a d'ailleurs un bureau au port de Sète, bien connu des petits viticulteurs du Midi).

Le plus énorme, c'est que ces affairistes sans scrupules essayent de faire passer leurs combines sous un jour favorable aux producteurs de lait de notre pays. Van Ruymbeck, dans une interview à Ouest France (1er mars) déclare en effet que «s'opposer à cette opération on ne peut plus opportune, c'est en fait s'opposer à un meilleur revenu des agriculteurs».

Cette opération qui permettra d'énormes profits aux capitalistes sur l'affaire, n'aboutira nullement à une

hausse du prix de vente à la production du lait pour les petits producteurs. Une telle hausse ne pourra intervenir que par la lutte unie des petits producteurs contre les trusts privés ou «coopératifs».

L'hypocrisie de Van Ruymbeck est sans pareille, quand on sait la responsabilité de son trust dans la mise en place d'une série de mesures concernant le paiement du lait visant à accélérer la liquidation des petits producteurs.

Une subvention pour l'économie de guerre soviétique

Cet achat par la clique dirigeante soviétique d'importantes quantités de beurre, a d'abord pour but de remédier aux graves difficultés de l'agriculture, afin de pouvoir maintenir sa domination fasciste sur les peuples soviétiques.

L'économie soviétique est aujourd'hui entièrement soumise à la politique de

préparatifs de guerre intensifs de Brejnev et consorts. Les céréales comme le beurre importés sont utilisés pour augmenter les réserves stratégiques militaires de l'URSS.

Accepter de fournir au cours mondial les 75 000 tonnes de beurre serait ni plus ni moins octroyer à l'Union soviétique une subvention de 70 milliards d'anciens francs. Ce serait encourager sa politique de guerre et lui permettre d'en accélérer les préparatifs.

LES ZELUS PCF DE LORRAINE EN VISITE CHEZ EDGAR FAURE

Le 23 février dernier, les zélus révisionnistes de Moselle et Meurthe-et-Moselle étaient de sortie. Ce jour-là, en effet, ils sont allés à Paris rendre visite au président de l'Assemblée nationale, Edgar Faure.

Le but de leur voyage était d'obtenir la «recevabilité» de leur projet de loi de nationalisation de la sidérurgie, déposé par le groupe des députés du PCF en décembre 1976.

Pour cette visite conduite par Ballanger «élu» et «délégués» sidérurgistes formaient un groupe de 200 personnes.

Depietri, député PCF de Thionville-ouest a déclaré à Edgar Faure : «Nous demandons que l'Assemblée nationale soit consultée avant que le gouvernement prenne une décision quelle qu'elle soit sur la sidérurgie. La base de la discussion devra, bien évidemment, être le projet de loi de nationalisation proposé par le groupe communiste en décembre dernier».

Qu'ils sont bizarres ces «communistes» qui, pour défendre soi-disant les intérêts du peuple, font appel à l'Assemblée bourgeoise chargée d'administrer les affaires des monopoles et de répartir les profits, extorqués au peuple, entre les différents clans bourgeois.

Nationaliser aujourd'hui, n'est-ce pas plutôt en fait défendre les intérêts de la bourgeoisie monopoliste ?

De plus, ces «communistes» parlent comme s'ils étaient déjà au gouvernement : «la base de la discussion devra, bien évidem-

ment, être le projet de loi...».

Porcu, notable et conseiller général PCF de Villebrun a ajouté : «On parle d'acheter français, mais l'on veut sacrifier le minerai de fer lorrain au profit des produits étrangers».

Quant à Edgar Faure, ce vieux cheval de retour de la politique politicienne bourgeoise, il a précisé qu'il était d'autant plus concerné par les problèmes de la sidérurgie que lui-même, alors qu'il était au Cabinet de Mendès-France avait eu à ce penche sur le devenir de cette industrie : «J'avais co-écrit moi-même à la nationalisation de la sidérurgie».

devoir-il affirmer à ses visiteurs.

Aussi, Edgar Faure a déclaré apporter ses pleins appuis aux élus du PCF : «J'en entretiendrai le premier ministre et, s'il le faut, le président de la République» a-t-il ajouté.

Et Depietri, satisfait, d'affirmer : «Connaissant la personnalité de M. Edgar Faure, je suis persuadé qu'il tiendra ses promesses et soutiendra la demande du groupe communiste».

Tels sont ces «communistes» qui ont une confiance infinie dans une personnalité bourgeoise et une peur tout aussi infinie des masses.

Foyers Sonacotra Communiqué

Le Comité de soutien des travailleurs immigrés du foyer Sonacotra d'Étampes (91) appelle les travailleurs d'Étampes et de la région à venir protester le 8 mars à 13 h au tribunal d'Étampes contre les saisies-arrêts sur salaires que tente la Sonacotra sur les résidents grévistes depuis octobre 1976. Ils luttent pour la diminution du loyer, pour la reconnaissance de la plateforme revendicative élaborée par le Comité de coordination. De plus le Comité de résidents et le Comité de soutien invitent la population d'Étampes et d'ailleurs

à venir se rendre compte par elle-même des conditions du foyer à l'occasion de la journée porte-ouverte le 12 mars de 11 h à 20 h et plus.

Au programme :

— Projection du film Sonacotra-cédera, visite des locaux, partie culturelle, chants, buffet, etc.

— exposition de panneaux relatant la lutte, crèche, garderie pour les enfants.

Soutenons nos frères de classe dans la lutte.

Travailleurs français-immigrés, une seule classe ouvrière. (Le foyer se situe en bout du bld Saint-Michel).

en bref... en bref...

«L'HUMANITE» : «Les étudiants italiens sont manipulés»

Les échecs qu'ont connus ces jours derniers leurs compères italiens n'ont pas manqué de susciter l'inquiétude des révisionnistes français. Voici ce qu'en dit «l'Humanité» : «La classe ouvrière, les communistes deviennent ainsi l'ennemi à abattre».

Ces positions procèdent d'une tentative généralisée animée par les secteurs les plus conservateurs de la DC de «désarçonner les communistes» en dressant contre eux les jeunes sans emploi, les étudiants sans diplôme et sans avenir, les chômeurs, tous les éléments de ce que l'on appelle «une contre-société marginale inclinée vers la destruction et détournée de l'effort rénovateur».

Notez ce mépris pour les jeunes sans emploi : des marginaux !

Ce que ne dit pas «l'Humanité» c'est que si les étudiants rejettent de plus en plus le PCI c'est parce que celui-ci, en digne parti de gouvernement, veut leur imposer une politique de privations et de répression comme à l'ensemble du peuple : ce que «l'Humanité» appelle «l'effort rénovateur» !

Et qui collabore avec la Démocratie-chrétienne ? Les étudiants en lutte ou le PCI qui, main dans la main avec le ministère de l'Intérieur, s'est livré à diverses agressions contre eux ?

RUMEURS DE REMANIEMENT GOUVERNEMENTAL

Dans la journée de lundi différentes rumeurs se sont mises à circuler au sujet d'un remaniement du gouvernement qui aurait lieu avant Pâques. On sait en effet que ce gouvernement comprend toujours plusieurs ministres appartenant au RPR. Chirac vient de leur demander d'intervenir publiquement pour le soutenir, ce qu'a commencé à faire l'un d'entre eux, Boulin.

Mardi, ces rumeurs étaient démenties par l'Elysee. Mais on sait ce qu'il faut penser des démentis de ce genre.

RIFI ENTRE LES HOMMES DE MAIN...

Depuis quelques jours les giscardiens, centristes et Cie multiplient les communiqués indignés, pour s'en prendre aux «méthodes antidémocratiques» des colleurs d'affiches de Chirac. Celui-ci, pour la circonstance, s'est offert le concours du SAC et des nerfs du PFN. Mais ce que les «pauvres» giscardiens oublient de dire, c'est qu'eux-mêmes ne dédaignent pas de recourir aux services de ces gansters. Tant que ces messieurs se tirent dessus et se font des bosses mutuellement, nous ne pouvons que nous en réjouir...

AFFAIRE DE BROGLIE : Le coupable de Poniatowski remis en liberté

On se souvient qu'à peine quelques jours après l'assassinat de De Broglie, Poniatowski s'était empressé de trouver un coupable. Ainsi espérait-il, on n'irait pas chercher plus loin. L'affaire était classée. Manque de chance pour lui, les choses ne se passent pas exactement comme il l'espérait : le juge d'instruction vient en effet de décider la mise en liberté du coupable tout trouvé. Saura-t-on un jour qui a fait assassiner De Broglie et pourquoi ?

MOBILISATION ANTI-FASCISTE A NICE

Le 24 février dernier un commando fasciste agressait à coups de barres de fer et de cocktails molotov les étudiants français et étrangers au restaurant universitaire de la faculté de Lettres. Plusieurs étudiants étaient blessés.

La riposte massive à ces agressions s'organise. Un comité de vigilance s'est créé. Il existera dans chaque section de la faculté de Lettres, faisant un travail d'information et prêt à riposter à des attaques fascistes.

Les révisionnistes ont voulu récupérer l'indignation en appelant à riposter aux agressions fascistes... en votant «Programme commun». Ils se sont faits huer par les étudiants réunis en assemblée générale.



IMPULSIONS UNE LIGNE DE CLASSE A L'EDUCATION SURVEILLEE !

L'Education surveillée est une administration, issue de l'Administration pénitentiaire, dépendante du Ministère de la Justice. Créée en 1945 par l'Ordonnance du 2 février 1945, texte relatif à la juridiction des mineurs. Cette loi bourgeoise et les autres lois qui suivirent ne firent que réorganiser le travail social tant au niveau du service public que privé. L'Education surveillée avec tous ses services reste très minoritaire par rapport à tous les services du privé. Néanmoins, cette administration définit pour les services publics et privés la politique du travail social de la bourgeoisie.

Le travail social doit être analysé d'un point de vue de classe, d'un point de vue marxiste-léniniste. Ce sont tous des fils de prolétaires ou de sous-prolétaires, étrangers pour beaucoup d'entre eux. Ceci n'est pas dû au hasard mais aux conditions de vie des travailleurs imposées par le capitalisme.

Si la bourgeoisie a créé le travail social ce n'est pas dans un but de charité, mais bel et bien d'un point de vue de classe. Ces jeunes sont révoltés par cette société et peuvent devenir « dangereux » et alors poser certains problèmes ; il s'agit pour ce système de les « récupérer » mais surtout de récupérer cette force productive de plus-value. Telle est la volonté de la bourgeoisie.

Mais les travailleurs sociaux sont de plus en plus nombreux à refuser cette politique du travail social et plus nombreux sont ceux qui se placent sur les positions de classe du prolétariat. Alors la politique de la bourgeoisie se voit ainsi se retourner contre elle. C'est bien dans ce sens qu'il faut interpréter la répression frappant les travailleurs sociaux.

BOURGEOISIE DE DROITE ET DE GAUCHE LA MAIN DANS LA MAIN

Consciente de ce danger, la bourgeoisie essaie de corrompre de hauts fonctionnaires. Elle y réussit et sa tâche est d'autant plus facilitée par les révisionnistes et les réformistes ayant des postes de responsabilité à l'Education surveillée.

Ceci ne fait que confirmer la volonté des révisionnistes et des réformistes de participer à l'appareil d'Etat bourgeois. Le scandale du « Foyer des Epinettes » (Paris 13e), datant de 1975 en est le reflet.

Monsieur Boudet, directeur de ce foyer privé, était en même temps directeur départemental de l'Education surveillée des Hauts-de-Seine. Il était accusé de détournements de fonds, de cumul de fonction, de créer une entreprise familiale,

puisqu'entre le foyer privé et l'Education surveillée toute la famille se retrouvait.

L'Humanité du 20 mars 1975, sous la plume de Roger Favre « dénonçait » ce scandale. Mais très vite, de même que la bourgeoisie de droite, la bourgeoisie de gauche, se taira sur ce dossier scandaleux.

Il n'y aura jamais de deuxième article dans l'Humanité et pour cause... puisque M. Boudet était au syndicat national des personnels de l'Education surveillée, affilié à la Fédération de l'Education nationale. Voilà un bel exemple de corruption et de collaboration à l'appareil d'Etat bourgeois de la part des révisionnistes et

des réformistes.

UNE VOLONTE DE LUTTER CLASSE CONTRE CLASSE

Au centre d'observation public d'Education surveillée de Juvisy-sur-Orge (Essonne) les travailleurs (éducateurs, instructeurs techniques, personnel de service titulaire ou contractuels) sont de plus en plus conscients de la nécessité de lutter pour le respect des avantages acquis et pour des conditions de travail décentes. Sur une soixantaine de membres du personnel, 30 sont syndiqués au SNPES (FEN). Si une ligne de classe se fait jour dans la section de Juvisy, il est néanmoins vrai qu'une ambiguïté demeure. Le directeur du COPEP, syndiqué SNPES, révisionniste notoire, est arrivé en juin 1975 sur un poste d'urgence, position qui est fondamentalement opposée à la ligne du SNPES. Son exclusion du syndicat avait été demandée par deux syndiqués à cette époque, mais elle n'a pas eu lieu. Depuis, il

a fait ses preuves en tant que patron : intimidation auprès des travailleurs, division, mépris des travailleurs, demande de licenciement d'un veilleur de nuit. La liste serait longue.

Aujourd'hui, les choses sont claires et, nombreux sont les travailleurs syndiqués et non-syndiqués conscients du rôle de ce patron, de ce révisionniste.

En tant que syndiqués, si nous voulons développer, renforcer cette ligne de classe, il est nécessaire de relever cette ambiguïté et d'exclure de la section syndicale ce patron de « gôche ». Voilà, là encore, la preuve de ce que feront les révisionnistes et réformistes au pouvoir.

Les intérêts des travailleurs passent par toutes ces exclusions des patrons syndiqués des différents services de l'Education surveillée de manière à réaliser l'unité des travailleurs, de défendre nos intérêts sur une ligne classe contre classe.

Des éducateurs marxistes-léninistes syndiqués au SNPES

Un cheminot nous écrit

SALAIRE DE MISERE A LA SNCF

Un cheminot de Paris-Sud-Est qui soutient les revendications des marxistes-léninistes notamment en matière de salaire (2 300 F minimum, 400 F d'augmentation uniforme) nous décrit le cas d'un cheminot débutant. Voici de larges extraits de sa lettre.

Comment vivre avec un peu plus de 1 800 F par mois ? Telle est la question que se pose aujourd'hui un cheminot parmi d'autres, débutant en bas de la hiérarchie.

Son traitement est d'environ 1 570 F.

L'indemnité de résidence (variable selon les zones de résidence et qui ne compte pas pour la retraite) s'élève à 200 F.

Il touche une prime de productivité de 150 F.

Soit : 1 920 F.

A ceci, il faut rajouter 50 F au titre de l'allocation logement (allouée pendant les 2 années qui suivent le mariage), soit au total : 1 970 F.

Moins les retenues de la Caisse de retraite et de prévoyance (160 F) soit 1 810 F.

Ce cheminot habite un logement F3 dans une cité SNCF de faible confort (pas de salle d'eau, pas de

chauffage central...) où il paie 200 F plus les charges (150 F de chauffage en moyenne et 40 F pour l'électricité), soit au total plus de 400 F. Les impôts locaux se montent à plus de 300 F.

POUR VIVRE A DEUX, IL RESTE MOINS DE 1 400 F PAR MOIS !...

Pourquoi être entré au « chemin de fer » ? Comme beaucoup de jeunes, parce qu'il n'y a pas de possibilités ailleurs. Ce jeune cheminot avait un brevet technique en bâtiment. Or, la branche du bâtiment est une des activités économiques qui subissent le plus le chômage et il n'y a aucune garantie d'emploi...

Certains diront qu'il n'y a qu'à obtenir de l'avancement. Il n'est pas difficile de comprendre qu'avec une telle théorie, il y a toujours une majorité de « laissés-pour-compte » qui n'ont qu'à crever avec le mépris des bourgeois. Aujourd'hui, les travailleurs qui subissent la loi injuste du

capitalisme sont de plus en plus nombreux et il faudra bien en finir avec le mépris des ouvriers, petits employés et petits agriculteurs.

La loi capitaliste se soucie-t-elle des difficultés pénibles des travailleurs ? Non, elle les méprise. Parfois, un gouvernement invente quelque gadget électoral comme ces fameux bons pour permettre aux vieux d'acheter des beefsteaks.

Ne croyez pas que le cas de ce jeune cheminot soit une exception ! Dans cette situation, il y en a des milliers, particulièrement parmi les agents de la voie, car ils n'ont pas les primes du travail de nuit, des dimanches et fêtes, ou les primes de déplacement.

Qu'importe à ceux-là le « redressement de la grille hiérarchique » qui « accuse un creux aux niveaux maîtres » (4, 5, 6, 7) et que revendiquent entre autres la CGT et la CFDT.

Le sentiment de ces travailleurs, c'est que c'est toujours le petit qui est sacrifié. D'ailleurs un tract FMC (syndicat autonome des maîtres et cadres) se vante des augmentations de plus de 14 % à 20 % en 1976 pour son électoral.

Manil - Ardennes

LA POLICE INTERVIENT CONTRE LES GREVISTES

Il n'y a pas eu d'incident DECLARE «L'HUMANITE»

La grève chez Manil a été déclenchée le 19 février. Les travailleurs luttent pour défendre leur emploi et leur pouvoir d'achat. Ce sont en grande partie des travailleurs immigrés. Cette grève inquiète d'autant plus la bourgeoisie que l'usine fabrique de la fonte pour les circuits de freinage des voitures, et cela par un procédé spécial et unique de « fonte à coquille ». La presse, surtout « Le Figaro » et « France-soir » a lancé une campagne antigreve sur le thème : « C'est toute la production automobile qui sera paralysée ». Campagne reprise par la CGC et FO qui ajoutent de plus, « L'automobile est un des rares secteurs économiques qui ne fonctionnent pas trop mal »... Il faut tout entendre !

Mais les grévistes, eux, ne l'ont pas entendu de cette oreille. Ils ont organisé des piquets de grève. Ils ont occupé.

La direction a alors essayé de jouer sur la division entre grévistes et non grévistes, entre cadres et employés d'une part et ouvriers d'autre part, entre travailleurs français et immigrés. Elle fut aidée dans ce sens par la CGC et FO qui organisèrent même jeudi dernier une manifestation regroupant des cadres et des employés sur le thème : « Il y en a marre des grèves ». Mais tout cela ne suffit pas à briser la détermination des grévistes.

Aussi, dans la nuit de dimanche à lundi, c'est la police qui est intervenue pour évacuer les grévistes. Ceux-ci avaient senti la chose venir et avaient renforcé les piquets de grève. La CGC et FO profitaient de l'intervention des flics pour appeler à une assemblée de reprise du travail.

C'est dans ces circonstances que, relatant l'événement en bas de page, « L'Humanité » blanche commentait ainsi l'évacuation : « Grâce à l'esprit de responsabilité des travailleurs, il n'y a pas eu d'incident ». Deux escadrons de gendarmerie expulsent des grévistes... et il n'y a pas d'incident. On comprend qu'il y a des « incidents » qui dérangent les gens de « L'Humanité » et que pour eux, il est préférable de minimiser, ou de taire... On le comprend d'autant mieux qu'on lit dans la page précédente que Marchais, s'il déclare « Il est possible de faire reculer le pouvoir et le patronat et d'imposer les revendications », précise un peu plus loin : « Plus les suffrages allant dans ce sens seront nombreux dans les urnes, plus le pouvoir devra en tenir compte, plus les travailleurs seront forts pour le faire reculer ».

Eh oui, vous avez bien compris : surtout pas d'incident, camarades, garde ta haine de classe dans ta poche, laisse intervenir les flics contre les grèves, et vote bien...

Les grévistes de chez Manil ne semblent pas être au courant des « subtilités » de la politique révisionniste du PCF, puisque la grève continue et qu'une campagne de popularisation est prévue auprès des autres usines !





Sescosem — Aix

Soutien aux travailleurs de la Sescosem

L'intervention des marxistes-léninistes

A la Sescosem-Aix (groupe Thomson), la lutte est engagée contre les licenciements (voir nos articles précédents)

Cette lutte a l'entier soutien des communistes marxistes-léninistes de la région.

Voici des extraits du No 33 de «Sesco-vérité» diffusé par nos camarades à la SESCO, dénonçant les tentatives de manipulation flagrante du PCF et l'attitude de ce Parti pendant la lutte :

«Madeleine Vincent et Jeanine Porte sont venues à la porte de l'usine pour brader sans succès leurs cartes... En pleine lutte, ils s'occupent de faire signer des pétitions pour les élections, affirmant que, s'ils étaient à la mairie, pour l'emploi, il serait sauvegardé» alors qu'ils présentent comme une solution une «restructuration» qui maintiendrait 77 licenciements et «reclasserait» les 70 autres chez IBM qui

viendrait s'installer à Aix!

Pendant que les licenciements tombaient et que la lutte s'organisait, la cellule A. Davis, le 19/2/77, organisait une soirée de vente de cartes, avec repas et soirée dansante. Pendant que des travailleurs sont jetés à la rue, ils boivent et dansent, c'est écœurant!»

Nos camarades donnent ensuite leur point de vue sur le comité de grève :

«Notre arme, le comité de grève : face à cette politique de trahison, les réactions de colère et d'indignation se manifestent de plus en plus fortement dans la CGT, comme dans la CFDT ou chez les non-syndiqués. Le comité de grève a déjà été l'objet d'une lutte sévère contre les révisionnistes qui voulaient en faire un accessoire, et même tenter de le boycotter. Nous devons renforcer le comité de grève, car il est notre arme privilégiée. Oui, c'est autour du comité de grève, composé de délégués d'atelier, de

syndiqués et de non-syndiqués, que la lutte se renforcera, que nous pourrons déjouer les pièges, et que nous rallierons les travailleurs hésitants.



La décision d'organiser la solidarité financière est une victoire contre l'isolement dans lequel les révisionnistes voulaient nous enfermer. Les 1 000 F récoltés sur le marché d'Aix montrent l'ampleur de la solidarité qui se dessine. Oui, la victoire contre les licenciements est possible. On en négocie pas les licenciements, on les refuse ! Unité à la base et dans l'action

MESSAGE DE SOUTIEN DU COMITE DE PARTI D'AIX-GARDANNE DU PCMLF AUX TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DE LA SESCOSEM

Travailleuses et travailleurs de la Sescosem, le Parti communiste marxiste-léniniste de France salue fraternellement votre juste lutte.

Devant la tentative de licenciement, qui est l'application directe du plan Barre, vous avez répondu massivement, faisant reculer ainsi la direction du trust Thomson-CSF.

C'est un premier pas en avant, dans un combat, qui même s'il est parsemé de difficultés, peut vous voir sortir vainqueur. Car vous venez de le prouver, le plan Barre n'est pas une fatalité.

Votre lutte est aussi un encouragement que vous donnez à tous ceux qui dans la région se trouvent dans la même situation que vous.

Camarades de la SESCO, avec vous, et avec tous les travailleurs des villes et des campagnes, nous construirons un monde nouveau, sans patrons, sans licenciements ni misère, un monde où, ouvriers et paysans, producteurs de toutes les richesses du monde, seront, enfin maîtres de leur destin.

Travailleuses et travailleurs de la SESCO, avec vous nous crions :

NON AUX LICENCIEMENTS

APPEL AUX TRAVAILLEURS D'AIX ET DE GARDANNE

«Le Parti communiste marxiste-léniniste appelle tous ses militants et sympathisants, tous les travailleurs d'Aix et de Gardanne et de la région à soutenir la juste lutte que mènent les travailleurs de la SESCO contre les licenciements.

Que chaque section syndicale, chaque association manifeste son soutien et popularise la lutte. Car la lutte contre le chômage, contre tout licenciement, pour le droit de vivre et travailler au pays n'est pas la lutte d'une usine seulement, mais celle de toute la population travailleuse.

Le 23/2/77

PS : Dès à présent nous organisons parmi nos militants et sympathisants une collecte.

PTT Paris Brune

NON AUX LICENCIEMENTS !

Voici de larges extraits d'un tract des camarades de Paris-Brune concernant le licenciement d'une militante syndicale.

Face aux exploiters, à ceux qui vivent grassement de notre travail, de notre sueur et de notre sang (les accidents du travail sont de plus en plus fréquents), la seule réaction digne de travailleurs, de notre classe, c'est la lutte pour défendre nos droits, notre dignité.

Quelles que soient les «fautes» commises par un ouvrier, rien ne peut justifier qu'il soit jeté au chômage. Il n'y a pas de «cas indéfendable» pour les exploités : ce qui est indéfendable, c'est le système pourri dans lequel nous vivons, et ceux qui en profitent. Nous ne pouvons en aucun cas «justifier» donc approuver les mesures prises par nos ennemis, les exploiters, à l'encontre de nos frères de classe, de nos camarades. Le faire, c'est de la trahison pure et simple.

Dans le contexte actuel de crise du capitalisme et de chômage pour les masses, perdre son emploi est une chose grave. Avec le plan Barre, c'est les salaires de misère ou des journées de travail de plus de 10 heures, avec l'infâme circulaire Chirac, c'est la mise au pas, le flicage, les menaces permanentes. Allons-nous courber longtemps l'échine ? Allons-nous accepter longtemps l'esclavage ? Allons-nous accepter d'être traités comme des chiens qu'on jette à la rue à la première révolte ?

Et pourtant, certains trouvent de bonnes raisons pour ne rien faire ou pour entraver l'action en répandant la démobilisation par de faux bruits du genre :

— «Son dossier est chargé» : Mireille a déjà répondu à cela dans une lettre ouverte à tous les travailleurs de

La campagne du PCF pour le Concorde

PLUS FORT QUE BARRE

On sait que le PCF a ajouté sa voix au cœur de tous les partis bourgeois en faveur de «notre Concorde national» que les Américains interdisent d'atterrir à New York ; ils ont même pris l'initiative d'une campagne lancée à grands cris dans l'Huma appelant les travailleurs à se mobiliser pour cette grande «tâche nationale» : obtenir l'atterrissage de ce bel avion à New York, c'est-à-dire de bons débouchés pour «notre» aéronautique. En somme, ils sont bien pressés de se montrer aussi valeureux et même plus que les actuels commis voyageurs du capitalisme français.

Mais la soupe devient encore plus amère pour les travailleurs lorsque la CGT, dans les boîtes concernées par l'aéronautique et le Concorde, propose la même campagne pour lutter contre les licenciements qui s'annoncent dans ces secteurs. C'est ce qu'ils ont fait à MOTOROLA et à la SNIAS.

Autrement dit, le responsable du chômage des travailleurs de la SNIAS, c'est les Américains qui refusent que Concorde atterrisse à New York et non le système capitaliste et la crise qu'il connaît en France comme ailleurs.

Mais, dans une entreprise nationalisée, qu'est-ce que cela pourrait bien être d'autre ?...

En effet, il sont plus forts que Barre et Compagnie qu'ils veulent tant remplacer : ils sont «capables» d'associer les travailleurs à leur politique !

Mais la couleuvre est un peu grosse ! Ils ne la feront pas avaler si facilement !

Hopital St-Anne

Une initiative des dirigeants CGT

LE PARISIEN LIBERE POUR LES MALADES

Pour palier la fermeture du kiosque Hachette de l'hôpital, la CGT a pris l'initiative de mettre en vente du tabac, des confiseries et des journaux : «Le Figaro», «L'Aurore», «L'Huma» blanche et... «Le Parisien libéré» (celui du trust Amaury !). Voilà une façon un peu spéciale de soutenir les travailleurs de ce journal !

Cela a soulevé de «vives» protestations des trotskistes comme on peut le lire dans leur feuille «Taupé rouge» :

«Sans pour autant condamner l'initiative de la section syndicale CGT, bon nombre de travailleurs de l'hôpital s'étonnent de l'absence de liaison avec les autres sections syndicales, liaison qui aurait pu permettre de donner à cette initiative une autre dimension»

Voilà de quoi faire tomber bien des illusions !

Brune. D'ailleurs combien de fois n'avons-nous pas entendu de la bouche d'encadrants : «S'il faut trouver des motifs, on en trouvera !»

Autrement dit, quand on veut se débarrasser de son chien, on dit qu'il a la rage.

— «C'est une militante CGT, on n'a pas à s'immiscer dans leurs affaires.» Les intérêts de boutique passeraient avant la défense des travailleurs ! Nous ne défendons pas le militant X ou la syndiquée F (cette «souris» de la CGT, selon de soi-disant «socialistes» du CERES), mais un collègue, un travailleur du centre, qu'il soit auxiliaire ou titulaire, syndiqué ou non syndiqué.

— «Dans telle brigade, la majorité ne bougera pas.» «La grève sera minoritaire», «Elle l'a bien cherché», etc. Autant d'arguments pourris démobilitateurs, qui ne sont

pour ceux qui les inventent que des prétextes à leur propre passivité et qui ont pour

fonction de masquer la collaboration de classe, la trahison des travailleurs. Et

quand cela vient de partis soi-disant «défenseurs de la classe ouvrière», il y a de quoi se révolter. Où sont les belles paroles contre les licenciements d'auxiliaires ? Aux poubelles des urnes municipales. L'important pour ces gens-là, c'est de ne pas effrayer, à la veille du scrutin, les bourgeois du 14^e et d'ailleurs, qui s'appretent à voter pour les candidats de «gauche». N'attendons rien des élections ! Ne comptons que sur nos luttes ! On ne transige pas sur les licenciements !

— Imposons le maintien de Mireille dans son emploi à Paris-Brune !

— Auxiliaires-titulaires, même travail, mêmes droits, même combat !

— On n'accepte ni ne négocie les licenciements, on les refuse et les combat !



Assises nationales contre la pollution industrielle et les maladies professionnelles

UN PAS EN AVANT DANS LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION

Comme nous l'avons relaté dans notre précédente édition, le week-end dernier se sont tenues à Paris les premières Assises nationales contre la pollution industrielle et les maladies professionnelles, à l'appel du Comité de liaison et d'information sur la santé et les conditions de travail (CLISACT). Ces assises sont véritablement un pas en avant.

Le sérieux des travaux comme la bonne organisation des assises, mais surtout le thème choisi et le pourcentage assez élevé d'ouvriers et de petits paysans (un quart des participants) était une première garantie de succès que le déroulement des travaux ne démentira pas.

LA PAROLE AUX TRAVAILLEURS

Le premier fait marquant était sans aucun doute la ferme volonté de donner la parole aux travailleurs : ouvriers d'usine qui expliquaient leurs conditions de travail dans le forum sur les maladies professionnelles ; travailleurs du nucléaire venus de La Hague ou de Marcoule, dans le forum sur le nucléaire ; petits paysans, dans le forum sur l'alimentation, etc.

Tous ces témoignages étaient très fouillés et très documentés, suivis de questions posées par une assistance soucieuse de connaître en détail la vie dans les usines, les conditions de travail des paysans et d'en tirer les conclusions.

DES INTELLECTUELS AU SERVICE DE LA CLASSE OUVRIERE

Il y avait aussi de nombreux hommes de sciences, certains célèbres comme Haroun Tazief ou les professeurs Minkowski et Suchet, et beaucoup de chercheurs, de techniciens, de médecins du travail, de vétérinaires.

Tous étaient unis par la volonté de mettre leurs connaissances scientifiques au

service de la lutte de la classe ouvrière et aussi d'apprendre de la classe ouvrière, car c'est elle qui, dans les usines, souffre dans sa chair des maux du capitalisme.

UNE GRANDE VOLONTÉ D'UNITÉ

Comme la pollution industrielle, sous ses multiples aspects, frappe non seulement les ouvriers, mais aussi les petits paysans et la population environnante, comme les trusts capitalistes étendent de plus en plus leurs tentacules au-delà des frontières, le CLISACT avait mis le thème de l'unité au centre de ses travaux. Des syndicalistes (CFDT pour la plupart), dénoncèrent les manœuvres de division patronales au sein des usines, des petits paysans dénoncèrent la bourgeoisie qui voulait faire tomber sur les ouvriers la responsabilité de la pollution dégagée par les usines, etc.

Des membres des comités de lutte contre la catastrophe de Seveso, venus d'Italie, donnèrent une dimension internationale aux assises. Ils expliquèrent à la fois les conditions de travail dans les usines italiennes (Olivetti par exemple), la lutte de la population de Seveso en unité avec les ouvriers, le rôle des médecins progressistes dans cette lutte.

MENER LA LUTTE

Le second thème mis au centre des travaux était que la lutte est possible. C'est un point capital. Non seulement personne ne prêcha la fuite, ou la marginalisation, comme «solution», mais de

plus, de nombreux intervenants ou bien dénoncèrent ces «solutions» de facilité qui ne changent rien ou bien insistèrent sur la nécessité de la lutte. Et là encore il fut souligné à maintes reprises que la lutte devait partir des usines, être dirigée par les ouvriers eux-mêmes.

UN GRAND INTÉRÊT POUR LA CHINE

L'étude de la réalité chinoise, des solutions que trouve peu à peu la Chine

flous pour le moins, derrière lesquels chacun pouvait mettre un peu ce qu'il voulait, d'autant plus qu'il n'y eut aucune discussion sur ce sujet.

DES ILLUSIONS REFORMISTES

Ce flou au niveau politique (quelle société voulons-nous) n'a pas été sans certaines illusions de type réformistes.

De nombreux interve-



socialiste, fut présente dans presque tous les forums et en assemblée générale.

Toutefois, bien que certains enseignements en aient été tirés, les travaux n'ont pas permis de dégager vraiment toutes les leçons de ces analyses.

Toutefois, cette volonté constante de la prendre Chine socialiste comme point de référence est un fait éminemment positif, riche d'espoirs.

UNE CERTAINE CONFUSION POLITIQUE

Une constatation marqua explicitement tous les travaux : les maux de la pollution sont des maux du système capitaliste lui-même. Il faut donc changer de système. Mais là les perspectives ouvertes ont été très vagues.

Des mots furent lancés comme «démocratie directe», «gouvernement populaire et démocratique», «autogestion sanitaire», «contrôle ouvrier sur la santé», etc. autant de concepts

nants (syndicalistes CFDT surtout) ont parlé de la possibilité de faire des CHS, actuellement outils du patron, des outils des travailleurs. De même, l'idée que l'on pourrait mettre la médecine du travail au service des travailleurs est dangereuse. Seul un rapport de force créé dans la lutte peut faire reculer le patronat.

Mais là n'est pas la véritable solution. Pour en finir avec la pollution, il faut en finir avec le capitalisme.

Voilà pourquoi nous pensons que ces assises furent très positives : une documentation fouillée et détaillée, des perspectives anticapitalistes affirmées sont des conditions indispensables pour que la lutte contre la pollution devienne une partie intégrante de la lutte de classe. Et c'est cela que les participants ont trouvé.

Adresse du CLISACT
56 rue des Guipons
94800 Villejuif
Tél : 677 28 30

informations générales

Lyon

LA CAMPAGNE CONTRE L'AGRESSION D'UN ETUDIANT TUNISIEN SE POURSUIT

La semaine passée à Lyon, l'UGET-CSP de Lyon a remis une pétition au consulat signée par 1 500 étudiants et par 14 organisations dont l'Humanité rouge et l'UD-CFDT, puis a organisé une conférence de presse et un meeting pour faire le point.

Les jours de Moktar Mahmoudi ne sont plus en danger mais la balle qu'il a reçue à la hanche risque de le priver de l'usage d'une jambe. Pendant que se développent les protestations à travers la France, la propagande destourienne ne perd pas son temps pour faire passer le blanc pour le noir. C'est ainsi que «Biladi», un journal distribué gratuitement aux travailleurs tunisiens en France, prétend que l'homme de main, Ali Couci, n'a fait que tirer en l'air pour éloigner du consulat des rôdeurs... alors qu'il a fait feu délibérément à 6 reprises et à 600 mètres du consulat sur Moktar Mahmoudi.

Les agents destouriens ne se sentent pas tranquilles et font pression sur la victime encore à l'hôpital pour qu'il retire toute plainte sous peine de représailles en Tunisie (un ancien gréviste de la faim à Lyon en 73 purge actuellement 6 ans de prison à Tunis par exemple).

A été nettement soulignée aussi la collaboration étroite qui existe entre les polices tunisienne et française et que complète la présence de «conseillers» français dans les services tunisiens, les stages en France offerts à des cadres mili-

itaires, policiers ou administratifs tunisiens, etc.

Suite à une agression en 75 à Lyon (avec couteaux et barres de fer) d'une réunion de l'UGET, la justice française, grâce à l'insistance de plaignants français, a dû condamner (pour la forme !) à 8 jours de prison et à 600 F d'amende quelques hommes de main mais non l'employé du consulat qui les dirigeait. Les hommes de main courent toujours et n'ont pas purgé leur peine !

Et aujourd'hui, l'«employé du consulat» de Nice Ali Couci qui a été arrêté par un hasard par une patrouille de police, a été rapidement relâché et risque de ne jamais être inquiété.

Un marxiste-léniniste tunisien a d'autre part fait remarquer que le PS, le PCF et la CGT, bien que contactés, n'ont pas daigné fournir un mot de soutien. C'est parce que, a-t-il dit, «les immigrés ne votent pas» et que l'Union de la gauche compte bien profiter, lorsqu'elle sera au gouvernement, de l'actuelle politique néo-coloniale.

Il faut riposter contre de tels agissements fascistes des barbouzes étrangers impunis en France, d'autant plus que la bourgeoisie française ne laisse pas simplement faire, mais participe elle-même activement à la répression des travailleurs et des militants étrangers : expulsions, projet d'obliger les organisations d'étudiants étrangers «à ne pas faire de politique», etc.

Correspondant HR.

Nantes

Dans le cadre de leur campagne nationale «Ni plan Barre, ni Programme commun», les communistes marxistes-léninistes de l'HR de Nantes organisent :

le 25 mars 1977

au centre social de la Bottière (route de Paris)

à 17 h 30

une réunion-débat pour discuter :

- des solutions proposées face à la crise du système capitaliste :

* par la bourgeoisie au pouvoir : le plan Barre
* par l'Union de la gauche : le Programme commun, autre solution bourgeoise.

* du point de vue des marxistes-léninistes ; pourquoi ils proposent l'abstention révolutionnaire ; des perspectives qui s'offrent aux travailleurs.

Grenoble

Ni Plan Barre, ni Programme commun !

Action révolutionnaire des masses !

Le jeudi 3 mars, 20 h 30, Fac de droit

Au programme :

* Montage-diapo : «Ni plan Barre, ni Programme commun» ; et le «point sur les municipales».

* A bas l'université bourgeoise, non à l'université Programme commun.

* Interventions d'ouvriers de Raymond Boutons et de la Sescosem.

* Films : «Flins 68».

* Débat.

organisé par l'Humanité rouge et la JCMLF





culturel

DENONÇONS LES FILMS IMPERIALISTES

A propos de Pancho Villa dimanche soir à la télé

LA LUTTE DU PEUPLE MEXICAIN POUR LA REFORME AGRAIRE, L'INDEPENDANCE, LA DEMOCRATIE

Quand les impérialistes parlent des peuples c'est pour déformer leur lutte. Dimanche soir, c'était un film américain sur Pancho Villa. Il visait à discréditer la lutte du peuple mexicain contre les impérialistes et les propriétaires fonciers au début du siècle. Vendredi ce sera le début d'un feuilleton colonialiste : Fachoda. Il faut faire la vérité sur la lutte du peuple mexicain. C'est possible à partir du livre de John Reed «Le Mexique insurgé», édité chez Maspéro.

FRANCISCO VILLA Un symbole de la lutte des ouvriers agricoles

C'est une armée, mal équipée et en haillons que dirigeait Pancho Villa. Mais c'était tout un peuple en armes qui se battait pour une cause juste. John Reed laisse parler un soldat : «Nous avons vu les nôtres, les pauvres, le peuple le plus simple, volés 35 ans durant.

«Nous avons vu nos maigres terres confisquées et nous-mêmes, nous tous vendus comme des esclaves, vous comprenez ?»

Quand il fut gouverneur de Chihuahua, Villa installa 50 écoles. Il nomma des soldats administrateurs des grandes propriétés qu'il avait confisquées. Il fit gérer l'abattoir par ses soldats et vendit au peuple la viande du bétail des Terrazas au profit du gouvernement. Il promulgua un décret qui concède 25 ha de terres confisquées, à chaque homme de l'état garantis pour une durée minimum de 10 ans.

Proche des paysans qui composaient son armée, il prenait grand soin de ses hommes. C'est le premier à avoir doté son armée d'un train-hôpital de campagne de 40 fourgons avec tout le matériel moderne et plus de 60 médecins et infirmiers. Devant le train d'approvisionnement roulait toujours un autre train, chargé de farine, de café, de sucre, de maïs et de cigarettes pour alimenter la population des campagnes.

C'est bien le contraire des pillards gouvernemen-

taux qui massacraient les ouvriers-agricoles et brûlaient tout. Villa disait : «Lorsque la nouvelle République sera établie, il n'y aura plus d'armée au Mexique. L'armée, c'est le plus grand appui de la tyrannie (...) Nous mettrons l'armée au travail. On établira dans toute la République des colonies militaires formées de vétérans de la Révolution. Ils travailleront 3 jours par semaine, et durement, car le travail honnête est beaucoup plus important que la guerre, et seul celui-ci peut former de bons citoyens. Les autres jours ils recevront une instruction militaire, et ils la répandront à leur tour dans le peuple pour lui apprendre à se battre».

Plus tard, Villa qui ne savait pas lire fut utilisé par la bourgeoisie qui l'écarta par la suite.

Francisco Villa lui-même issu du peuple a su représenter et défendre les aspirations du peuple mexicain, des ouvriers-agricoles pour le pain, l'indépendance et la liberté. C'est parce qu'il a symbolisé pendant un moment les aspirations populaires que les impérialistes US s'acharnent à le présenter comme un bandit. Mais son action n'était pas basée sur les principes du marxisme-léninisme. Cela facilita la tâche de la bourgeoisie pour l'utiliser, pour le mettre à l'écart par la suite.

Une page de la lutte des peuples contre l'impérialisme

Après l'élimination du dictateur Porfirio Diaz, Madero prend le pouvoir. Il est soutenu par «les peones» et les «vaqueros», ouvriers agricoles sur la base du plan de San Luis Potosi qui comprend la réforme agraire.

Puis Madero est assassiné et la lutte reprend entre les constitutionnalistes (ouvriers agricoles dirigés par Pancho Villa et Carranza) et les colorados, propriétaires fonciers des grandes haciendas soutenus par les impérialistes étrangers (notamment Yankees)

te des paysans «pour la terre à ceux qui la travaillent».

Cette lutte était aussi une lutte pour l'indépendance contre les agissements des agents des grandes sociétés américaines (les gringos) et anglaises ou allemandes. La lutte pour la terre est indissociable de la lutte pour l'indépendance. Seule la réforme agraire et l'appui des paysans permet de garantir une économie indépendante face aux impérialistes. «La question nationale est une question paysanne.» (Staline).



LA LUTTE POUR
LA REFORME
AGRAIRE

«La nuit tombait déjà quand nous découvrîmes à notre gauche, filant comme la Grande Muraille de Chine sur vingt kilomètres de désert et de montagne, les murs qui delimitaient les quatre cent mille hectares du domaine de Torreón de Canas (...)» (John Reed)

Les maîtres vivent dans des palais, tandis que les ouvriers agricoles vivent dans des maisons de terre, leur nourriture c'est le maïs que les femmes broyent entre deux pierres et dont ils font les tortillas.

Ils vivaient en haillons. Considérés comme des esclaves, ils pouvaient être vendus par leurs maîtres, encore au moment où éclata la lut-

C'est l'ensemble du peuple et des paysans qui soutenait la lutte de Villa, lui fournissant appui, nourriture et renseignements sur les mouvements des colorados.

JOHN REED

Le journaliste, le dirigeant communiste

C'est au Mexique que John Reed, appelé Juanito par les paysans, fit son premier grand reportage.

Il se trouvait toujours aux avant-postes, ne reculant pas devant le danger pour rapporter la lutte du peuple. Il écrivit «Dix jours qui ébranlèrent le monde» dont Lénine a dit : «Je recommande du fond du cœur cette œuvre aux ouvriers de tous les pays. Je voudrais que ce livre soit répandu à des millions d'exemplaires (...)».

Il fut l'un des fondateurs du Parti communiste des États-Unis. Il fut le premier à soutenir la lutte des peuples des pays coloniaux et semi-coloniaux contre l'impérialisme et contre son propre impérialisme : l'impérialisme US. Il commença ainsi son discours au premier Congrès des peuples de l'Orient à Bakou en 1920 : «Je représente ici les ouvriers révolutionnaires d'un des grands États impérialistes qui exploitent et oppriment les peuples des colonies. Peuples de l'Orient, peuples de l'Asie, vous ne connaissez pas encore le joug américain».

On appelait colorados les ennemis à cause de leur réputation de tueurs et de pillards sanglants (colorado : tout un peuple. Au moyen de chansons appelées «corridos», les paysans chantaient leur espoir dans la réforme agraire, dans Villa, «espoir de la patrie indienne», «l'ami des pauvres».

La guerre contre les féodaux était la guerre de

Quelques repères

«Le Mexique, riche pays, voisin des États-Unis. Sa population, qui pendant des siècles fut asservie, d'abord par les Espagnols, ensuite par les capitalistes étrangers de toutes races, est très arriérée. Mais après de longues années de guerre civile, elle s'était donnée un gouvernement, non prolétarien, mais démocratique, qui désirait conserver les richesses naturelles du Mexique aux Mexicains et imposer les capitalistes étrangers.»

Les capitalistes américains ne se souciaient pas d'envoyer du pain au Mexicains affamés. Loin de là, ils fomentèrent une contre-révolution pendant laquelle Madero, le premier président révolutionnaire, fut tué. Mais après une lutte de trois ans, le régime révolutionnaire fut de nouveau rétabli avec le président Carranza. Les capitalistes américains recommencèrent aussitôt la contre-révolution, tuèrent Carranza et finirent par instituer un gouvernement favorable à leurs intérêts.»

Discours de John Reed à Bakou.

L'Humanité Rouge

Les trois mondes (3)

L'URSS, PRINCIPAL FOYER DE GUERRE DANS LE MONDE

«En Union soviétique à l'heure actuelle, c'est la dictature de la bourgeoisie, celle de la grande bourgeoisie, une dictature du type fasciste allemand, une dictature du type hitlérien». Voilà ce qui disait le président Mao Tsé-toung dès 1964 et la suite a montré combien il avait été clairvoyant. Dès l'époque de Kroutchev, la nouvelle bourgeoisie au pouvoir en URSS rêvait d'égaliser l'impérialisme américain. Elle a tout fait depuis pour transformer l'Union soviétique révisionniste en une superpuissance qui soit de taille à rivaliser avec les USA pour la domination du monde.

Nouvelle puissance impérialiste faisant irruption sur la scène mondiale, l'URSS a d'abord réduit à l'état de colonies les pays de l'Est.

En 1968, lorsque la Tchécoslovaquie a voulu prendre quelques distances à son égard, elle n'a pas hésité à l'occuper militairement. C'est alors que le monde entier a pris conscience de son appétit de domination et a senti au moins confusément, qu'il assistait à la gestation d'une deuxième superpuissance. L'URSS ne s'est pas bornée à mettre la main sur les pays de l'Est. Elle s'est également mise à piller sous prétexte «d'aide» et de «coopération économique», les pays du tiers monde.

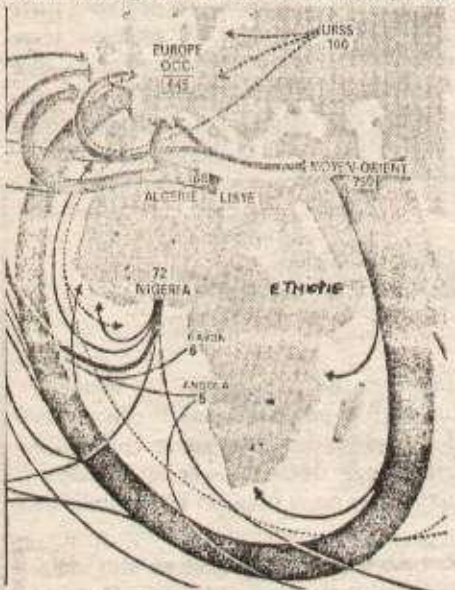
Elle a cherché à subordonner à ses intérêts leur production économique comme en Inde où elle contrôle 30 % de l'acier, 60 % du pétrole, 60 % des équipements électriques et 85 % des machines lourdes.

Cependant en raison de la supériorité importante des USA sur les plans industriel et économique, c'est principalement sur le développement de sa puissance militaire qu'elle a misé dans sa compétition avec l'impérialisme américain.

UN EFFORT DE GUERRE GIGANTESQUE

Alors que son produit national brut est inférieur de moitié à celui des USA, l'URSS a le premier budget militaire du monde.

C'est qu'elle a mis les bouchées doubles pour rattraper les USA. Tout en développant de façon colossale ses forces militaires conventionnelles, tels les chars, les avions tactiques, et en portant de 3 à 4,4 millions d'hommes son armée, elle a fait également un effort sans précé-



Les grandes routes maritimes du pétrole longent les côtes africaines. Une bonne raison pour l'URSS de se livrer à des manœuvres subversives dans la région.

dent sur le plan nucléaire. Ainsi en dix ans, depuis 1965, le nombre de ses missiles nucléaires intercontinentaux est passé de 224 à plus de 1 600.

Par ailleurs, l'amiral Gorchkov, chargé après les événements de Cuba de développer la flotte soviétique, a transformé en une dizaine d'années l'URSS en une puissance militaire navale de premier plan.

De 1964 à 1974, elle a construit 249 bâtiments de guerre de grandes dimensions. Elle possède désormais 67 sous-marins conventionnels équipés de missiles et 73 sous-marins nucléaires stratégiques capables d'atteindre en tous points le continent Nord-américain.

L'URSS VEUT ACQUÉRIR LA SUPRÉMATIE

Alors qu'elle rattrapait les USA dans bien des domaines l'URSS n'a pas ralenti ses efforts bien au contraire. D'après le général Brown, président du Comité des chefs d'État-majors, elle a produit dans les cinq dernières années environ 15 000 chars contre 2 100 pour les États-Unis, 20 000 transports blindés contre 7 900, 6 750 pièces d'artillerie contre 1 350 et environ 4 600 avions tactiques contre 3 000.

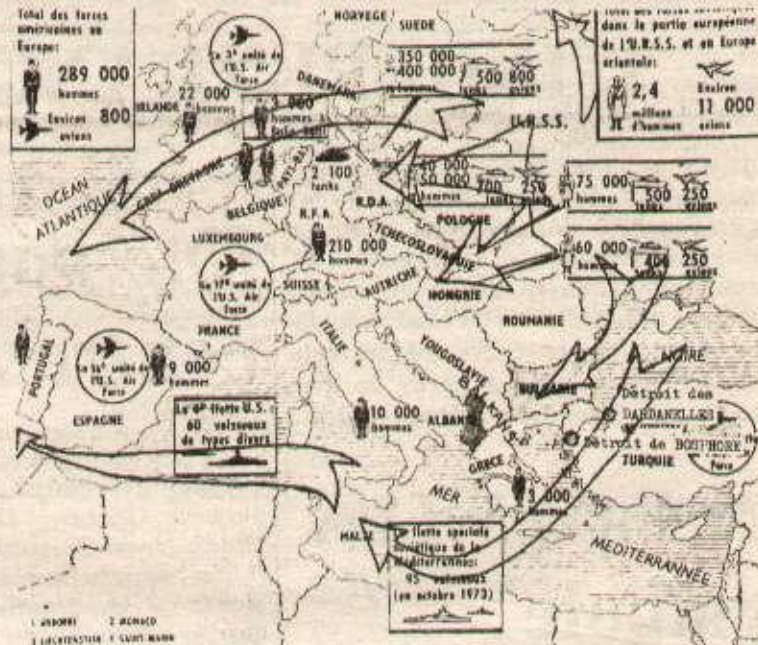
En ce qui concerne les missiles intercontinentaux elle a d'abord compensé par un effort quantitatif, ses insuffisances qualitatives notamment en ogives à têtes multiples de type MIRV possédées par les américains. Mais une fois signés les accords SALT qui consacraient cette supériorité quantitative elle s'est mise à son tour à fabriquer des engins à têtes multiples. L'écart entre les productions de matériel de guerre s'accroît au point que les milieux dirigeant américains craignent maintenant d'être distancés et de laisser apparaître un dangereux déséquilibre.

UNE SUPERPUISSANCE A L'OFFENSIVE

Après les revers qu'ils ont subis dans le monde entier les USA songent surtout à consolider leurs points d'appui. Par contre, l'URSS est partout à l'offensive, cherchant à saper les positions de son rival. Sa propagande de «détente», n'est qu'un somnifère chargé de le tranquilliser et d'endormir en même temps ses proies.

C'est en faisant un véritable chantage à la paix, qu'elle a obtenu la signature des accords munichois d'Helsinki qui lui reconnaissent l'Europe de l'Est comme zone d'influence.

Mais comment ne pas ouvrir les yeux devant ses menées subversives alors qu'en



Ces dernières années, l'URSS a considérablement renforcé ses troupes en Europe de l'Est. Sa flotte prend l'Europe de l'Ouest en tenaille et cherche à couper ses communications.

Angola par exemple, elle a suscité une guerre civile et fait intervenir outre des troupes cubaines, ses propres conseillers militaires. La stratégie offensive de l'URSS à l'échelle planétaire se traduit par l'expansion continue de sa flotte de guerre.

Elle a notamment dépassé la 6^e flotte américaine en mer méditerranée. Elle apparaît sur toutes les mers du globe et parade avec arrogance, se livrant à l'intimidation, à l'espionnage, et exerçant de multiples pressions sur les pays riverains.

Gorchkov ne s'est-il pas trahi en déclarant que la marine soviétique devait «défendre les intérêts du pays au-delà de ses frontières» et que son «rayon d'opération navale est la mer qui représente les sept dixième de la surface de notre planète ?»

UNE STRATÉGIE QUI VISE A CONQUÉRIR L'EUROPE

Cela fait longtemps que l'URSS lorgne vers l'Europe de l'Ouest, riche en potentiel industriel et technologique, en capitaux, comme en travailleurs qualifiés.

Cette proie d'autant plus alléchante qu'elle est constituée de pays petits et moyens, faibles et divisés malgré leurs tentatives d'unité. D'autre part, ces pays sont indispensables à la survie des USA en tant que superpuissance.

En les soustrayant sur le plan économique et commercial à son rival, l'URSS mettrait ce dernier à genoux. Aussi toute sa stratégie militaire est-elle centrée vers la conquête de cette Europe de l'Ouest.

Les 3/4 de ses forces terrestres, 123 divisions sur 166 sont massées face à l'Europe et représentent une supériorité très nette sur les forces qui pourraient s'opposer à une offensive. L'URSS prend aussi l'Europe en tenailles entre sa flotte de Méditerranée et ses flottes de la Baltique et de la mer du Nord qu'elle déploie de façon à couper les communications maritimes entre l'Europe et les USA.

Par ailleurs, l'expansion de sa flotte

dans les océans et sa pénétration en Angola peut lui permettre d'intercepter le transport maritime des 3/4 des ressources énergétiques nécessaires à la défense de l'Europe de l'Ouest et même à sa vie économique, ainsi qu'au fonctionnement de l'OTAN.

PRÉPARER LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE NATIONALE

L'URSS veut amener nos gouvernants et ceux des autres pays d'Europe à s'avancer plus avant dans une politique munichoise. Pour cela tout en exerçant des pressions diverses et un chantage à la «coexistence pacifique», elle leur fait miroiter l'énorme marché qu'elle représente.

Elle cherche à les persuader qu'il est possible de combler son appétit tout en faisant des profits. En fait, cela lui permet d'acquiescer à des conditions avantageuses, des complexes industriels entiers tout en consacrant l'essentiel de ses efforts à s'armer jusqu'aux dents.

En la nourrissant, les bourgeoisies du second monde loin de l'apaiser, ne font qu'exciter sa convoitise.

L'URSS qui a déjà saigné à blanc les pays de l'Europe de l'Est et considérablement appauvri le peuple soviétique multinational a soif d'expansion. Pour étancher cette soif, et pour tenter de desserrer l'étau dans lequel l'enferme la résistance des pays qu'elle veut dominer et la lutte des peuples, elle se lancera inévitablement dans une guerre dans le but de s'emparer de l'Europe tout entière.

Les peuples d'Europe doivent se montrer vigilants et d'opposer dès maintenant aux visées hégémoniques de l'URSS, en combattant les illusions pacifistes et la propagande des forces conciliatrices pro-social-impérialistes, notamment celle des partis révisionnistes.

C'est en sachant conjurer cette lutte pour l'indépendance avec la lutte contre leur propre bourgeoisie que les peuples européens avanceront dans la période actuelle dans la voie de la révolution.